

# FO

AFB AFB  
Risques naturels  
CEREMA  
Ecologie  
IGN  
DIR  
VNF  
Sécurité routière  
Agences de l'eau  
DDTM  
ONCFS  
Météo France  
DREAL  
Logement  
ANCOLS  
DIRM  
IFSTTAR  
Administration centrale  
DEAL  
Ecoles et centres de formation  
Parcs nationaux  
Aménagement  
DGAC  
Transports

## 1<sup>er</sup> janvier 2019 : NON à un nouveau bug de la paie au MTES !!



Confédération générale du travail - Force Ouvrière



Paris, le 28 juin 2018



M. Jacques CLEMENT  
Directeur des Ressources Humaines  
Ministère de Transition écologique et solidaire  
Arche Sud  
92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04

Nos réf : JH/JH 18127

Objet : Retards en matière de gestion administrative et de paie et prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en 2019

Monsieur le Directeur

La faiblesse des effectifs des services gestionnaires de la DRH ainsi que l'instabilité permanente de ce ministère a conduit à des retards importants dans la prise des arrêtés individuels ainsi que dans la mise en œuvre en paie, notamment dans les établissements publics. De même, certaines dispositions indemnitaires ou statutaires ne sont toujours pas publiées et peuvent avoir 2 ans de retard. Les agents se retrouveront avec des rappels sur parfois 2 ans, ce qui constituerait une modification de leur rémunération. Or, les impôts sur le revenu seront prélevés à la source en 2019. Si ces rappels ne sont pas versés en 2018, cela aura un impact sur la trésorerie des agents et nécessitera des démarches administratives complexes, d'autant plus si les moyens affectés à vos services ne permettent pas d'anticiper suffisamment la mise en œuvre du prélèvement à la source.

C'est pourquoi, nous vous demandons d'identifier clairement les retards pris à la fois dans les mesures indemnitaires et statutaires, dans la production des arrêtés individuels et dans leur traduction en paie. Partant de ce bilan, nous vous demandons de tout mettre en œuvre pour que tous les rappels soient effectués en 2018. Nous attirons également votre attention sur la nécessité de coordonner les actions de reprise de trop-perçu et de régularisation d'indu, notamment en cas de changement de payeur, afin de ne pas pénaliser les agents.

En effet, les agents n'ont pas à être les victimes de l'inertie de l'administration et du manque criant d'effectifs dans les services gestionnaires. Nous attendons donc de votre part des garanties solides sur le bon traitement de ces sujets, les personnels étant particulièrement altérés de l'asymétrie entre les moyens engagés pour résoudre les difficultés rencontrées par les agents et ceux mobilisés pour mettre en œuvre des dispositions en défaveur de leur pouvoir d'achat.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sincères salutations.

Le Secrétaire général

Jean Hédou

Fusions de corps

Avancements

Erreurs de paie

Austérité

Action sociale

Temps de travail

Effectifs  
Fermetures de sites  
Mobilité choisie  
Santé au travail

Reconnaissance  
Pression managériale

Gestion nationale  
Déconcentration

Technicité  
Identité professionnelle

Ascenseur social  
Surcharge de travail

Chaine ministérielle  
Pouvoir d'achat

Parcours professionnels

Présence territoriale  
Egalité professionnelle

Augmentations salariales  
Agencification

Neutralité  
Privatisation

Service public